

Rapport Sites et Sols Pollués



ARCELOR MITTAL ATLANTIQUE
A l'attention de M. Alexandre OCKLER
6 rue André CAMPRA
93210 SAINT-DENIS

ATTESTATION D'ADEQUATION DES MESURES DE GESTION PROPOSEES POUR LA REHABILITATION D'INSTALLATIONS MISES A L'ARRET DEFINITIF SELON L'ARRETE DU 9 FEVRIER 2022

Mission codifiée ATTES-MEMOIRE

Version	Nature de la révision	Validation de SOCOTEC Environnement		
		Rédacteur	Vérificateur (Chef de projet)	Approbateur (Superviseur)
1	Définitive du 21/11/2024	Laëtitia BRIERE 		Marine COLINEAUX-PLOT 

ARCELOR MITTAL ATLANTIQUE

Route des Sables – Rond-Point des Forges
44610 – INDRE

Equipe projet :

Chef de projet : Laëtitia BRIERE
Superviseur : Marine COLINEAUX-PLOT

N° D'AFFAIRE : 2309E14Q5000030

DATE D'EDITION DU RAPPORT : 21/11/2024

REFERENCE DU RAPPORT (CHRONO) : E145Q5/24/612

Ce rapport ainsi que ses annexes constituent un ensemble indissociable. L'utilisation qui pourrait en être faite d'une communication ou reproduction partielle de cet ensemble, ainsi que toute interprétation au-delà des indexations et énonciations de SOCOTEC ENVIRONNEMENT ne sauraient engager la responsabilité de cette dernière.

Ce rapport a été édité à partir de la trame de rapport soispollues_rapport_type_ATTES_MEMOIRE – version 08 – 15/11/2024

SOCOTEC ENVIRONNEMENT

Agence de Nantes
2 Rue Jacques Brel - Metronomy Park - Bâtiment 5
44819 SAINT-HERBLAIN Cedex

Tel : 06.37.07.55.45

Mail : laetitia.briere@socotec.com

Nombre de pages : 4 pages (annexes
comprises)

SOCOTEC ENVIRONNEMENT - S.A.S au capital de 436 960 euros – 834 096 497 RCS Versailles Siège
social : 5, place des Frères Montgolfier- CS 20732 – Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex -
FRANCE www.socotec.fr

CERTIFICATION RÉGLEMENTAIRE

Attestations prévues par le code
de l'environnement pour les

CESSATIONS D'ACTIVITÉ
et les
SITES ET SOLS POLLUÉS

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ATTES ALUR - ATTES SECUR
ATTES-MEMOIRE - ATTES-TRAVAIL
ATTES EOLIAN



SOCOTEC Environnement et Sécurité

Agence de Nantes

2, rue Jacques Brel – Metronomy Park

44800 SAINT-HERBLAIN

Tél. : 02.28.01.77.40

hse.nantes@socotec.com

ATTESTATION D'ADEQUATION DES MESURES DE GESTION PROPOSEES POUR LA REHABILITATION D'INSTALLATIONS MISES A L'ARRET DEFINITIF SELON L'ARRETE DU 9 FEVRIER 2022

ATTESTATION DELIVREE PAR UN BUREAU D'ETUDES CERTIFIE OU EQUIVALENT GARANTISSANT L'ADEQUATION DES MESURES DE GESTION PROPOSEES POUR LA REHABILITATION D'INSTALLATIONS MISES A L'ARRET DEFINITIF SELON L'ARRETE DU 9 FEVRIER 2022

Identification de l'entreprise certifiée ou disposant de compétences équivalentes, délivrant l'attestation

Dénomination ou raison sociale : SOCOTEC Environnement	
SIRET : 834 096 497 00211	
Statut juridique : Société par Actions Simplifiée	
Domicilié : Métronomy Park - Bâtiment 5 – 2, rue Jacques Brel – CS 10389 – 44819 SAINT HERBLAIN Cedex - FRANCE	
En sa qualité d'entreprise :	
A.1	certifiée selon les exigences du référentiel défini à l'article 4 de l'arrêté du 9 février 2022 fixant les modalités de certification prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement, le référentiel, les modalités d'audit, les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et les conditions d'équivalence prévus aux articles R. 512-39-1, R. 512-39-3, R. 512-46-25, R. 512-46-27, R. 512-66-1 et R. 515-106 du code de l'environnement, ainsi que les modèles d'attestation prévus aux articles R. 556-3 et R. 512-75-2 du code de l'environnement certificat numéro 39220 rev 0 délivré le 13 juillet 2023, et valable jusqu'au 6 avril 2025, par le LNE, organisme accrédité pour la certification de services par le COFRAC sous le numéro 5-0012 (portée disponible sur www.cofrac.fr).

Description du site et de l'installation mise à l'arrêt définitif

A contrôlé l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site où sont sises les installations mises à l'arrêt définitif exploitées par :			
<input checked="" type="checkbox"/> Personne morale <input type="checkbox"/> Personne physique : <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur			
Dénomination ou raison sociale : ARCELOR MITTAL ATLANTIQUE			
Code NAF ³ : 24.10Z			
SIRET ¹ : 444 718 563 00117			
Régime actuel du site : <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> Enregistrement <input type="checkbox"/> Déclaration			
IED : Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>			
Obligation en matière de cessation d'activité ⁴ : <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> Enregistrement			
Référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation :			
Arrêté préfectoral n° 2001/ICPE/238 en date du 30/11/2001 pour les activités actuelles.			
Domicilié à :			
Route des Sables – Rond-Point des Forges – 44610 INDRE – FRANCE			
Les installations classées mises à l'arrêt suivantes :			
Dénomination usuelle	Rubrique de la nomenclature et régime	Capacité autorisée/enregistrée/déclarée	Date de la mise à l'arrêt

Activités d'imprimerie ou ateliers de reproduction graphiques sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc	2450-Autorisation	200 kg/j	1992-1993
--	-------------------	----------	-----------

Occupant les parcelles suivantes :

Code département	Commune	Préfixe de section et numéro de parcelle
44	INDRE	AE484 ptie, AE339, AE340, AE485 ptie, AE486, AE487

Représentant une surface totale de : 12 000 m²

Références des précédentes attestations délivrées suite à la mise à l'arrêt des installations :
E14Q5/24/604 datée du 19/11/2024

Enjeux identifiés dans le schéma conceptuel

<p>Qui a identifié les enjeux suivants à proximité des installations mises à l'arrêt :</p> <p>Typologie de logements et distance par rapport au site : à proximité immédiate à l'est</p> <p>Nature des activités et distance par rapport au site : reste du site ARCELORMITTAL directement au nord et à l'ouest</p> <p>Dénomination des ICPE tiers et distance par rapport au site : Aucune ICPE à part ARCELORMITTAL dans un rayon de 400 m</p> <p>Profondeur et nature des eaux souterraines (détailler pour chaque nappe, le cas échéant) : nappe circulant dans la frange altérée du socle gneissique, niveau d'eau estimé entre 3 et 5 m de profondeur / sol</p> <p>Usages et vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles identifiés : Sensibilité forte et vulnérabilité moyenne à forte des eaux souterraines car première nappe mesurée entre 3 et 5 m : sol et sols sus-jacents moyennement perméables et absence de captage AEP à proximité, mais présence probable de puits privés en limite est du site</p> <p>Sensibilité forte et vulnérabilité moyenne à forte des eaux superficielles car présence de la Loire à environ 30 m au sud du site et usages de plaisance et de pêche recensées</p> <p>Autres enjeux notables : présence d'une ZNIEFF de type II et Site Natura 2000 à moins de 50 m de la zone d'étude</p> <p>Schéma conceptuel sur site et hors site avant travaux de réhabilitation (préciser toutes les sources de pollution, voies de transferts, milieux et voies d'exposition) :</p> <p><u>Sources</u> : Sols de remblais de surface impactés par des hydrocarbures</p> <p><u>Milieux d'exposition</u> : sols, air ambiant et eaux souterraines</p> <p><u>Voies de transfert</u> : Aucune (impact sur les sols limités à l'horizon superficiel de remblais, pas de transfert vers la nappe et hydrocarbures lourds peu volatils)</p> <p><u>Voies d'exposition</u> : Aucune (présence de revêtement de surface type enrobé, dalle béton ou terres végétales de surface).</p>
--

Objectifs de la réhabilitation et mémoire

<p>Existence d'un rapport de base tel que défini de l'article L. 515-30 du code de l'environnement : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Usage futur déterminé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou d'enregistrement, ou après application des dispositions de l'article R. 512-39-2 ou de l'article R. 512-46-26 du code de l'environnement : Industriel</p> <p>Opérations prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en application de l'article L. 181-28 du code de l'environnement pour le réaménagement, le suivi et la surveillance du site : Surveillance des eaux souterraines</p> <p>Référence du mémoire de réhabilitation : sans objet</p>

Conclusions relatives à l'adéquation des mesures de gestion proposée pour la réhabilitation

<p>Atteste, sans réserve, de l'adéquation des mesures proposées par l'exploitant pour la réhabilitation du site.</p> <p>Le cas échéant, substances contribuant majoritairement au risque identifié préalablement à la réhabilitation : /.</p> <p>Le cas échéant, description des sources concentrées de pollution à gérer : /</p>

Synthèse des scénarios de gestion proposés en conclusion du bilan coûts et avantages (dont volumes prévisionnels de terres et eaux à gérer pour chacun de ces scénarios) : sans objet
Scénarios de gestion retenus (mesures proposées, milieux concernés), calendrier prévisionnel associé (y compris, le cas échéant, la phase de conception) et synthèse de la justification (y compris analyse des risques résiduels prédictive) : sans objet
Schéma conceptuel sur site et hors site après mise en œuvre du scénario de gestion retenus (préciser toutes les sources de pollution, voies de transferts, milieux et voies d'exposition) : sans objet
Opérations de contrôle et de surveillance à mettre en œuvre durant les travaux de réhabilitation : sans objet
Mesures de restriction, de surveillance et de conservation de la mémoire envisagées à l'issue des travaux : sans objet
Existence d'une pollution hors site liée à l'exploitation de l'installation mise à l'arrêt (dont les mesures de gestion proposées tiennent compte) : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Les pollutions identifiées relèvent-elles toutes de la responsabilité du dernier exploitant de l'installation mise à l'arrêt ? Sans objet
L'exposition des populations sur ou hors site ne peut être exclue ⁸ : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non (sans objet)
<p>Eventuelles observations mineures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un impact en hydrocarbures lourds dans les sols au droit du sondage S5 dans un horizon de remblais noirâtres d'une épaisseur de l'ordre de 10 cm en dessous de la dalle béton. Cet impact, limité en profondeur et latéralement, non diffusé à la nappe d'eaux souterraines, est compatible avec l'usage industriel du site ; - Présence d'un bruit de fond généralisé en métaux et métalloïdes dans les remblais superficiels, pouvant rester en place en maintenant un recouvrement de surface de type dalle béton, enrobé ou à minima 30 cm de terres saine ; - Présence d'arsenic en teneurs supérieures aux valeurs seuils retenues (Arrêtés du 11/01/07 et du 17/12/08) au droit de PzB et Pz15, situés en aval et amont hydrogéologique du site, impact non réellement en relation avec les activités de l'imprimerie mais probablement en lien avec la géologie du secteur. <p>Ces contaminations devront être considérées lors de la cessation totale d'activité d'ARCELOR MITTAL, exploitant actuellement la zone.</p>

Nom du signataire de l'attestation : Laëtitia BRIERE

Le 21/11/2024, à Saint-Herblain

Signature et cachet :


